

ENTRE LE SOLEIL LEVANT ET LE NOUVEAU MONDE

Entre l'empire du Soleil levant et le Nouveau Monde, où en est l'Europe, celle des douze pays de la Communauté considérée comme une entité ? Quel est le volume de son économie, la richesse de ses habitants ? Quelles ont été ses performances en matière de croissance et d'emploi ? Quel est son degré réel d'ouverture ? Qu'attendre du grand marché ?

C'est entendu : les Américains sont riches, mais vivent dans l'insécurité d'une société où l'État est minimum. L'Amérique a ses exclus depuis toujours et ses villes renferment un pays sous-développé. La protection du travail y est faible, les études des enfants et la santé coûtent cher. Les Japonais exportent, mais leurs conditions de vie sont mauvaises. Ils vivent dans des logements exigus au coût prohibitif et doivent prendre un nouvel emploi en même temps que leur retraite, « la seconde vie ». S'ils possèdent à profusion des gadgets électroniques, ils n'ont pas le tout-à-l'égoût. Les Européens paraissent moins riches, mais au moins prennent-ils des vacances. La richesse européenne progresse peu, mais l'Europe vit sous la protection de l'État-Providence. Entre la frénésie japonaise et l'individualisme américain, le modèle européen serait celui de la solidarité à l'ombre des États-Nations.

Dieu est européen

Ce sont des images. De fait la durée du travail est plus élevée au Japon qu'aux États-Unis et aux États-Unis qu'en Europe. Les prélèvements obligatoires — bon indicateur du poids des administrations publiques dans la vie économique, de leur importance sociale et de la protection de l'individu — sont plus lourds en Europe qu'aux États-Unis et au Japon. Encore faut-il remarquer que leur progression a été considérable au Japon depuis 20 ans et plus faible en Europe. Il ne faut donc pas confondre poids de l'histoire et choix de société ; les structures actuelles traduisent aussi l'ancienneté et l'évolution du développement économique et social. Le poids des administrations publiques dépend aussi des structures démographiques. Si aujourd'hui la part de la population âgée est plus faible au Japon que dans les autres pays industrialisés, elle atteindra 15 % dès l'an 2000, soit une proportion supérieure à celle que connaîtra l'Amérique du Nord (12 %), voire l'Europe (14,5 %), supprimant ainsi un des actuels avantages, essentiel, du Japon

dans la compétition économique⁽¹⁾. L'idée d'un bien-être européen, par-delà des inégalités régionales, n'est pas fautive, mais il est moindre qu'aux États-Unis et s'il y a plus d'automobiles par habitant en Europe qu'au Japon, il y a moins de téléviseurs ou de téléphones.

À l'aune de la richesse l'Amérique vient largement en tête. Évalué en parité de pouvoir d'achat le produit par tête américain est à 160 et le japonais à 114 pour un produit européen de 100. La richesse européenne est plus collective. La protection sociale utilise 10 % du produit intérieur japonais, 13 % de l'américain et 25 % de l'euro-péen. Compte tenu du niveau du produit par habitant, quand l'Américain reçoit 21 de dépenses sociales et le Japonais 11, l'Européen en reçoit 25. Les Européens sont moins riches, mais socialisent plus leur revenu. La Providence est européenne.

Champions de la protection les Européens sont aussi de fameux consommateurs. Moins que les Américains, mais ceux-ci ne peuvent consacrer une part plus large encore du PIB à la consommation privée qu'en raison de l'excès de leurs importations sur leurs exportations. Plus que les Japonais, dont la maîtrise des désirs explique non seulement l'excédent extérieur mais aussi un effort spectaculaire d'investissement, dont la condition permissive essentielle est la modération de la dépense publique. Cependant la hiérarchie des produits par tête est telle que la consommation privée individuelle européenne est la plus faible des trois ; la japonaise est légèrement supérieure à l'euro-péenne, l'américaine l'est de plus de moitié.

En quoi ces différences correspondent-elles aux dimensions des économies ? L'Europe produit 38 % du PIB OCDE, l'Amérique 36 % et le Japon est loin derrière avec 14,5 %. L'Europe a 200 millions d'habitants de plus que le Japon et les courbes démographiques n'impliquent pas une évolution défavorable du volume relatif de son économie comparée à l'économie nipponne. À l'horizon du niveau de vie américain, les potenti-

1. Croissance et utilisation du PIB

	Croissance réelle annuelle, %			Utilisation en 1984, % du PIB				Prélèvement obligatoire	
	1960-1973	1973-1980	1980-1986	Consommation privée	Consommation administrations	FBCF plus stocks	Solde exportations moins importations	Pourcent du PIB	
								1965	1984
États-Unis	3,9	2,1	3,0	64,8	18,8	19,4	- 3,0	26,3	29,0
Japon	9,6	3,7	3,6	59,0	9,8	28,3	2,8	18,3	27,4
Europe	4,7	2,2	1,6	62,7	17,2	19,1	1,0	29,6	41,9

Sources : OCDE Eurostat

2. Démographie, emploi, chômage

	Population 1987 millions	Variation annuelle % 1986-1981	Indice synthétique de fécondité	65 ans et plus %	Emploi en 1985, %			Chômage, %	
					Agriculture	Industrie	Services	1973	1987
États-Unis	243,8	1,0	1,8	12,0	3,1	28,0	68,8	4,8	6,2
Japon	122,2	0,7	1,8	10,0	8,8	34,9	56,4	1,3	2,8
Europe	321,3	0,2	1,7	13,0	8,6	33,8	57,6	2,7	11,7

Sources : OCDE, Eurostat, *Populations et sociétés*, septembre 1987, n° 216, calcul OFCE.

tés de croissance européenne sont considérables. Et il y a 80 millions d'Américains de moins que d'Européens. Cependant le poids ne fait pas la force et les performances depuis le premier choc pétrolier sont nettes : le Japon a gagné la bataille de la production et l'Amérique celle de l'emploi ; l'Europe a perdu celle du chômage.

La croissance est japonaise

Pendant les années soixante et le début des années soixante-dix le rythme japonais de croissance était de l'ordre de 10 %, l'européen était un peu inférieur à 5 % et l'américain à 4 %. Après le premier choc pétrolier les croissances européenne et japonaise ont été divisées par plus de deux, la croissance américaine a été moins affectée. Les années quatre-vingt voient se ralentir encore le rythme de la croissance européenne, alors que la croissance américaine est revigorée. Le différentiel de croissance du Japon sur les États-Unis était de 6 points dans les années soixante et jusqu'au premier choc pétrolier, il a été de 2 points dans les années soixante-dix, inférieur à 1 point dans les années quatre-vingt. L'Europe, qui dépassait le rythme américain dans les années soixante, a fait jeu égal dans les années soixante-dix et a plus d'un point de retard dans les années quatre-vingt. La « crise » est devenue celle de l'Europe. Le Japon continue à rattraper les États-Unis, mais l'écart se comble bien moins vite qu'autrefois. Sur 15 ans le trend de croissance américain a été le moins affecté par les turbulences de l'économie mondiale. Pour un indice 100 en 1973 le produit japonais s'élève en 1986 à 166, le produit américain à 142, le produit européen à 135. L'expression « croissance japonaise » est devenue un truisme, mais au rythme des années quatre-vingt, il faudrait au produit global japonais 50 ans pour rattraper l'européen et 150 ans l'américain.

L'emploi est américain

Depuis 1965 l'Amérique a créé 40 millions d'emplois, le Japon 12 millions et l'Europe 2 millions. Les États-Unis sont actuellement en quasi plein emploi : la durée du chômage y est faible et, qu'il soit volontaire ou involontaire, il peut être qualifié pour l'essentiel de frictionnel ; toute réduction du taux de chômage aurait des effets inflationnistes. Ce plein emploi américain est celui d'un marché du travail particulièrement actif et d'une moindre stabilité de l'emploi que dans les années soixante. Sur une longue durée l'Amérique montre une étonnante capacité à créer des emplois. Terre d'immigration, les États-Unis reçoivent actuellement une des plus fortes, sinon la plus forte vague migratoire de leur histoire. L'égaux et illégaux les immigrants atteignent en moyenne annuelle plus de 1,2 million de personnes au cours des années quatre-vingt. Les pressions migratoires du bassin des Caraïbes et du Mexique sont les plus sensibles. Plus de 600 000 Latino-américains entreraient aux États-Unis tous les ans. Cette immigration, essentiellement originaire du Tiers monde, consiste principalement, en dépit du drainage des élites mondiales, en une main-d'œuvre de faible qualification.

L'on dit souvent que l'emploi américain est obtenu au prix d'une stagnation du pouvoir d'achat du salaire. Ne serait-ce pas un choix rationnel dans un pays riche ? D'autant que lorsque la population employée croît plus vite que la population totale, une stagnation du salaire réel s'accompagne d'une augmentation du niveau de vie des ménages. Les créations améri-

caines d'emplois dépassent chaque année le flux des immigrants, familles comprises. L'économie américaine s'est livrée à une gigantesque mobilisation de la main-d'œuvre. Et s'il est vrai que depuis 15 ans la croissance du salaire réel américain a été inférieure à celle du salaire européen et surtout nippon, elle a cependant été positive. Dans les années quatre-vingt elle a été plus rapide aux États-Unis qu'en Europe. Les Américains sont plus riches et s'enrichissent maintenant plus vite. Mais les Japonais s'enrichissent encore plus vite.

Cette réussite en matière d'emploi est une illustration du ressort américain. L'action sociale des administrations publiques, notamment locales, est peut-être sous-estimée. L'esprit de communauté de la société américaine explique la mobilisation efficace des ressources de voisinage : en Nouvelle-Angleterre le taux de chômage en 1987 se situe à moins de 4 %. Mais cette explication anglo-saxonne ne peut valoir pour l'emploi des immigrants de la « sun belt ». L'on connaît le poids des explications macroéconomiques qui mettent l'accent sur la politique économique du Président Reagan. Cependant la croissance de l'emploi américain a été plus forte dans les années soixante-dix, quand le budget fédéral était beaucoup moins déficitaire, que dans les années quatre-vingt ou même soixante. Le besoin de financement des administrations publiques, qui n'est que de 3,5 % du PIB, ne peut suffire à expliquer la vigueur de l'embauche. La création d'emploi est une caractéristique majeure du système économique américain et, sans doute, un élément essentiel de la stratégie des acteurs.

Le chômage est européen

Si le Japon a fait le choix de la croissance et l'Amérique celui de l'emploi, l'Europe a fait celui de la productivité. Celle-ci croît, de longue date, plus vite en Europe qu'aux États-Unis. Combinées à celles du produit, les évolutions différentielles de la productivité expliquent celles de l'emploi. L'Europe a créé peu d'emplois dans les années soixante, presque aucun dans les années soixante-dix et en détruit dans les années quatre-vingt. Cette carence est-elle due à la faiblesse de la croissance du produit ou à la force de celle de la productivité ?

C'est bien évidemment la forte croissance du produit japonais qui permet un mouvement continu d'embauche dans l'ensemble de l'économie en dépit d'un fort rythme d'amélioration de la productivité. Il y a contradiction pour l'Europe à entretenir une croissance de la productivité aussi forte alors que son produit progresse aussi faiblement. La création d'emplois ne peut qu'en souffrir. Dans quelle mesure ce rythme élevé de productivité est-il dû à la faiblesse de l'économie servicielle ou à un mouvement général qui affecte toutes les branches de l'économie ?

3. Produit intérieur brut

	PIB total (milliards de \$ prix et taux de change de 1980)	Par habitant (prix et parités de pouvoir d'achat courants, Ecu)
	1986	1985
États-Unis	3 215,2	19 562
Japon	1 311,9	13 881
Europe	3 445,3	12 168
OCDE	9 032,6	nd

Sources : 1986 OCDE, 1985 Eurostat

4. Population active occupée

	(Millions)		% variation annuelle		
	1965	1987	1960-1973	1973-1980	1980-1986
États-Unis	71,0	112,8	2,0	2,2	1,7
Japon	47,3	59,8	1,3	0,7	0,9
Europe	120,1	122,1	0,3	0,1	- 0,2

Sources : OCDE, Eurostat, calcul OFCE

Une explication fréquente du différentiel des trends de productivité européen et japonais d'une part, américain de l'autre est celle du retard européen et japonais de développement, les progrès de la productivité étant plus faibles dans le secteur tertiaire que dans les deux autres. La répartition de l'emploi entre l'agriculture, l'industrie et les services consacre davantage à ceux-ci aux États-Unis qu'en Europe ou au Japon. Certes l'informatisation a quelque peu changé la problématique de la productivité du secteur tertiaire, dont les gains peuvent être considérables. Et en dehors même de la révolution technologique, des gains de productivité peuvent être obtenus par une gestion différente et une redéfinition des services, comme on le voit dans la grande distribution ou dans la restauration rapide. Mais en dépit de ces évolutions, l'élasticité de l'emploi à la croissance du produit reste nettement positive pour les services marchands et non marchands, alors qu'elle est au mieux faible et même le plus souvent négative dans l'industrie et encore plus dans l'agriculture. Selon P. Piacentini⁽²⁾ si les liens constatés entre l'embauche et la croissance du produit par branche s'étaient appliqués à des économies européenne et japonaise ayant en 1970 non pas leurs structures effectives de l'emploi par branche, mais une structure semblable à celle des États-Unis, la croissance de l'emploi jusqu'en 1982 aurait atteint en France 13 % au lieu de 3 en fait, en Italie 20 % au lieu de 6, en Allemagne 5,5 % au lieu de - 3,7, au Royaume-Uni 2,5 % au lieu de - 7 et au Japon 19,9 % au lieu de 10,9. Cela aurait conduit à 2 300 000 emplois supplémentaires en France en 1982, 2 400 000 en Allemagne. Faiblesse du tertiaire et importance de l'emploi agricole sont une première explication du différentiel d'embauches entre États-Unis et Europe.

Cependant l'importance de l'économie servicielle ne suffit pas à expliquer les différentiels de trends de productivité. Pendant la précédente décennie la productivité industrielle avait crû deux fois moins vite aux États-Unis qu'en Europe et en Europe qu'au Japon. Pendant les années quatre-vingt le progrès américain double, tandis que s'accélère le progrès européen ; alors que le progrès japonais faiblit, la productivité industrielle européenne croît presque comme la japonaise. Il reste que l'élasticité de l'emploi par rapport au produit est dans toutes les branches plus forte aux États-Unis qu'au Japon et que dans les quatre grands pays européens. Si l'on appliquait aux branches des économies européenne et japonaise le lien constaté aux États-Unis entre embauche et croissance du produit, la croissance effective de l'emploi en pourcentage aurait été de 1970 à 1982 de 11 points supérieure au Japon, 13 en Allemagne, 19 en France et 8 en Italie⁽²⁾. Pour la France cela aurait engendré quelque 4 millions d'emplois supplémentaires en 1982 par rapport à ce qui a été observé, pour l'Allemagne 3,4 millions. Ainsi en matière de création d'emplois l'Europe connaît par rapport au Japon le handicap de sa faible croissance et

5. Salaires et productivité dans l'industrie

Variation annuelle, %	1973-1982	1982-1985
États-Unis		
Salaires réels	1,1	1,7
Productivité	1,3	2,8
Japon		
Salaires réels	4,2	4,7
Productivité	6,6	4,9
Europe (7)		
Salaires réels	2,9	1,2
Productivité	3,0	4,5

Sources : RAMSES 1986/1987, p. 190

6. Commerce extérieur

	(milliards de \$ courants)		(milliers de \$ par habitant)		% du PIB	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
États-Unis	217	387	0,90	1,60	5,6	9,4
Japon	211	128	1,75	1,07	10,1	6,5
Europe	338	336	1,06	1,05	11,8	12,6

Sources : Revue de l'OFCE, juillet 1987. OCDE, Eurostat, calcul, OFCE.

par rapport aux États-Unis non seulement celui d'une économie où le tertiaire est plus réduit, mais aussi celui d'une moindre appétence générale au recrutement. Dira-t-on qu'elle a perdu la bataille du chômage ? En vérité celle-ci n'a guère été livrée. C'est à croire que l'emploi n'est pas un objectif de la machine économique et sociale européenne.

L'Europe, premier exportateur mondial

L'Europe est en masse le premier exportateur mondial et le second importateur⁽³⁾. Ce n'est pas le pays qui subit la plus forte contrainte extérieure : si l'on rapporte son commerce extérieur à sa population, l'économie européenne est la moins ouverte des trois et l'importance des échanges extérieurs y est bien moindre qu'au Japon. Elle est toutefois l'économie la plus ouverte en proportion du produit et les Européens sont de bien meilleurs importateurs que les Américains et d'aussi bons exportateurs que les Japonais. C'est cependant une économie relativement auto-centrée, car elle fait la moitié de son commerce extérieur avec sa zone d'influence : autres pays européens développés, COMECON européen et Yougoslavie, Afrique et Moyen-Orient. L'Europe est moins insérée dans le commerce des Amériques que ne l'est le Japon, dans le commerce asiatique que ne le sont les États-Unis. L'ombre du marasme européen, c'est la crise de l'Est et le désastre africain.

L'ouverture de chacune des économies européennes est indéniable, car ce qui compte pour les décideurs de chaque pays c'est la proportion des échanges extérieurs dans le produit national ou par tête. Chaque État européen, en comptabilisant sa balance, additionne des flux intra et extra-communautaires, de sorte que la contrainte vécue par chaque économie nationale et par leur ensemble est le double de la contrainte inscrite dans les structures réelles d'échange de l'Europe. L'on en connaît les conséquences sur l'orientation restrictive des politiques économiques nationales. L'Europe se trouve dans une situation archaïque et étrange, comme si l'on comptabilisait la balance de la Bretagne ou de l'Île-de-France, de l'Illinois ou du Kentucky, d'Honshu ou d'Hokkaido. La fragmentation politique a un coût économique.

Le grand marché ne changera rien à cet état de fait tant qu'on se résignera à l'absence d'une monnaie européenne⁽⁴⁾ car la seule suppression des frontières n'abolira pas les balances des paiements. Si les effets d'offre et d'emploi devaient être très favorables - un point de plus en croissance est espéré -, le grand marché devrait aussi conduire, conformément au principe ricardien des coûts comparatifs, au renforcement des spécialisations. En régime de changes fixes il faut donc craindre une accentuation des déséquilibres structurels des balances courantes, puis du caractère restrictif de politiques économiques s'alignant sur l'économie la plus puissante, qui a le moins besoin de croître. Le risque est que le coût social de l'atomisation monétaire et politique ne vienne à annuler les avantages du grand marché. Les bienfaits attendus de 1992 supposent une unification monétaire et, au moins, un net renforcement de la coopération politique.

Patrick HARDOUIN

⁽¹⁾ RAMSES 1987/1988, p. 129.

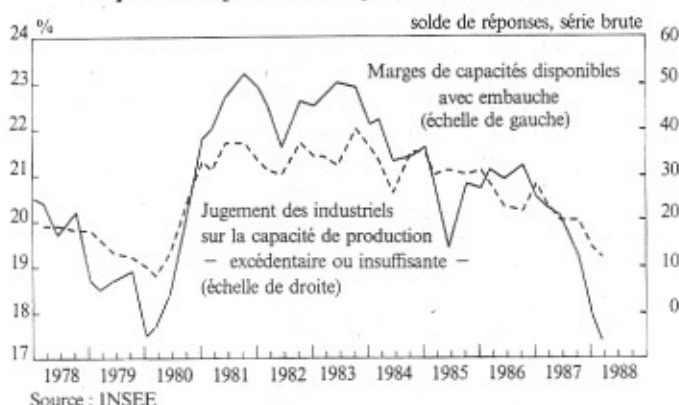
⁽²⁾ P. Piacentini, Why rate of employment differ ?, *Labour* 1987.

⁽³⁾ Commerces extérieurs : CEE, États-Unis, Japon, *Revue de l'OFCE* n° 20, juillet 1987.

⁽⁴⁾ Jean-Marcel Jeanneney, Les effets d'une monnaie européenne, *Lettre de l'OFCE* n° 53, 23 mars 1987.

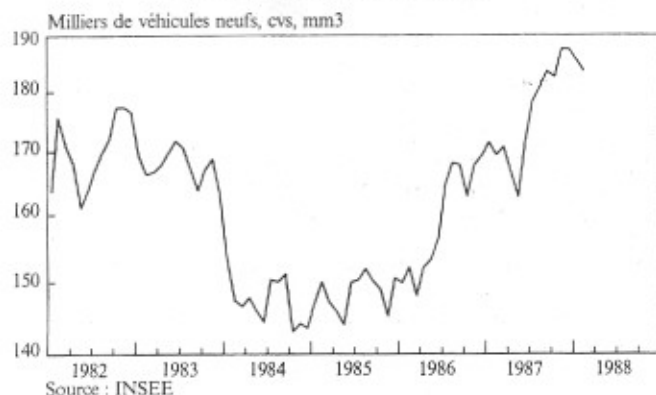
FRANCE

Capacités de production disponibles dans l'industrie



Les marges de capacités de production disponibles diminuent nettement dans l'industrie depuis le début de 1987. En mars 1988 elles retrouvent les niveaux qui prévalaient en 1979-1980, les plus faibles depuis 1974-1975. Les industriels sont aussi de moins en moins nombreux à les juger excédentaires. Les capacités inemployées sont très faibles dans l'automobile, où elles ont reculé dès le début de 1986 ; elles se sont aussi amenuisées dans l'industrie de biens intermédiaires et celle de biens d'équipement. L'apparition de tensions sur les capacités pourrait favoriser en 1988 la croissance des investissements, en forte hausse selon les dernières enquêtes (13 % en valeur selon la Banque de France et 10-11 % selon l'INSEE). Mais la prédominance des investissements de productivité et la multiplication des OPA ne permettront pas une extension significative des capacités installées et donc du taux d'investissement.

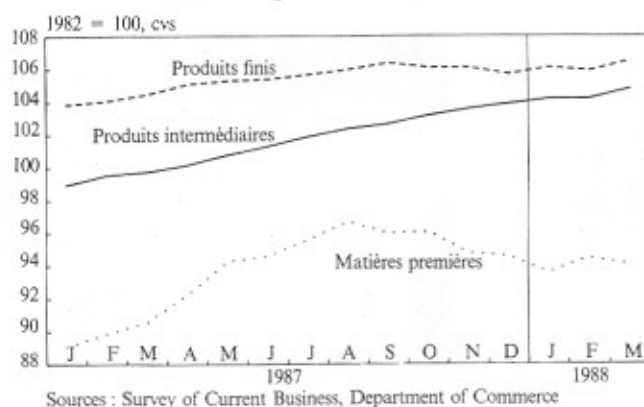
Immatriculations d'automobiles



Les immatriculations d'automobiles neuves se sont repliées de 2 % au premier trimestre 1988 par rapport au quatrième trimestre 1987. Elles sont toutefois supérieures de 8,4 % à celles du premier trimestre 1987. La récente baisse, qui pourrait marquer le terme d'un rattrapage justifié par la faiblesse des années 1984 et 1985, intervient après une année 1987 durant laquelle le marché de l'automobile, dynamisé par la réduction de la TVA et l'accélération de la consommation, a dépassé les sommets atteints en 1982. Les intentions d'achat des ménages en automobiles neuves d'ici la fin de l'année, en retrait de 10 % en janvier 1988 par rapport à janvier 1987, indiquent que le recul des immatriculations devrait se poursuivre. Cela ne manquera pas d'aviver la concurrence ; le taux de pénétration étrangère s'établit à 36,5 % en janvier-février 1988 (contre 36,1 % en 1987).

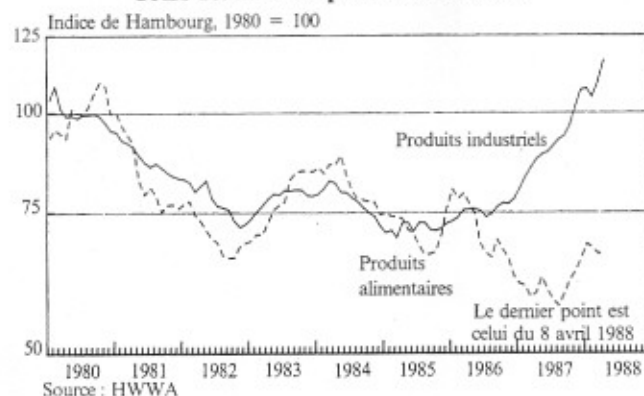
ÉTRANGER

Prix de la production américaine



Après une baisse de 0,2 % en février, les prix à la production de biens finis américains ont augmenté de 0,6 % en mars, de 2 % sur douze mois. Les prix des produits intermédiaires ont progressé de 0,6 %, ce qui s'inscrit dans la tendance observée au cours de l'année passée (5 % sur douze mois). Les fluctuations erratiques de l'énergie et de l'alimentation se sont ajoutées aux augmentations persistantes de certaines branches manufacturières. Les industries métallurgiques, chimiques et du papier, les plus saturées, faisaient apparaître en février des hausses de 10 %, 7 % et 6 % sur une année. Les craintes d'un dérapage inflationniste semblent confirmées par les autorités, qui s'attendent à une augmentation des prix de détail de 0,4 % en mars, après 0,2 % en février. Seul l'indice des prix des matières premières a baissé, poursuivant ainsi la tendance amorcée depuis septembre 1987.

Cours des matières premières en dollars



Les prix des matières premières (hors énergie), exprimés en dollars, ont poursuivi au premier trimestre 1988 le redressement amorcé au début de l'année 1987. Les cours des matières premières industrielles, dont la remontée a été spectaculaire l'an passé (+ 21 %), ont progressé à un rythme un peu ralenti durant les trois premiers mois de l'année 1988. La hausse de l'indice est principalement due à la flambée du cours du nickel dans la seconde quinzaine de mars et les premiers jours d'avril, liée à des tensions accidentelles et passagères sur les stocks, elle ne semble donc pas significative. Les cours des produits alimentaires se sont stabilisés, après le début de récupération intervenu dans les derniers mois de 1987.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publie sous le même titre « Observations et diagnostics économiques » une Revue trimestrielle et, le quatrième mercredi du mois, une Lettre mensuelle.

ABONNEMENTS Tarifs 1988	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, entreprises	140 F	310 F	400 F
Particuliers	70 F	200 F	240 F

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'OFCE avec un chèque à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications.